MAROC

Trois journalistes frappés par la police lors d'une manifestation

Trois journalistes marocains ont été frappés par la police lors de la dispersion samedi à Rabat d'une manifestation interdite par les autorités, a indiqué hier le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) dans un communiqué.

«Trois journalistes, dont Mustapha Bekkali du bureau de la BBC à Rabat, ont été agressés par la police alors qu'ils couvraient une manifestation contre la hausse des prix devant le Parlement», a indiqué le SNPM.

«Face à la répétition des actes brutaux contre les journalistes, le syndicat a décidé d'organiser une campagne visant la protection des journalistes», a ajouté le communiqué.

Quelque cent personnes ont dénoncé samedi à Rabat la hausse des coûts des produits alimentaires au cours d'une manifestation interdite par les autorités.

CHINE

Question du Tibet : Washington opte pour le dialogue

Le conseiller pour la sécurité nationale de la Maison Blanche a affirmé hier que son pays opterait pour le dialogue pour régler la question du Tibet plutôt que la «confrontation».

«Washington estime qu'il est très important de régler la question du Tibet, mais nous pensons que la meilleure façon d'y parvenir est par le biais du type de diplomatie que nous conduisons mais pas par une confrontation que certains préconisent», a déclaré Stephen Hadley. Une telle approche «est une façon de se défiler», a ajouté le responsable de la Maison Blanche.

«Si d'autres pays sont préoccupés à propos du Tibet, ils doivent faire ce que nous faisons, à savoir par le biais d'une diplomatie discrète». De son côté, le président chinois Hu Jintao a affirmé samedi à Sanya (sud de la Chine) que le problème du Tibet était «une affaire intérieure de la Chine», a rapporté l'agence Chine nouvelle.

AFGHANISTAN

Quatre policiers tués dans une attaque au sud du pays

Quatre policiers afghans ont trouvé la mort et sept autres blessés dans une attaque menée dans la nuit de samedi à dimanche par des rebelles talibans dans le sud du pays, a indiqué une source policière.

«L'attaque est survenue dans le district méridional de Greshek dans la province du Helmand», selon le chef de la police locale Khair Mohammad Shuja De son côté, un porte-parole présumé des talibans a revendiqué l'attaque.

Chassés du pouvoir fin 2001 par les forces de la coalition dirigée par les Etats-Unis, les talibans sont accusés d'être à l'origine des violences qui secouent quasi-quotidiennement l'Afghanistan.

Les provinces du sud de l'Afghanistan sont les plus touchées par l'insurrection des talibans.70 000 soldats étrangers - OTAN et coalition internationale - sont déployés en Afghanistan pour soutenir l'Etat afghan et combattre les rebelles talibans qui ont été chassés du pouvoir en 2001.

KENYA

L'opposant Odinga, Premier ministre d'un cabinet de sortie de crise

Le président kényan Mwai Kibaki a annoncé hier la nomination du chef de l'opposition Raila Odinga au poste de Premier ministre, en rendant publique la composition d'un gouvernement de coalition devant régler la sanglante crise post-électorale qui a ébranlé le pays.

Ce gouvernement de «grande coalition», selon l'expression de M. Kibaki, devra s'attacher selon lui à «construire un nouveau Kenya», après les violences politico-ethniques qui ont suivi la contestation par l'opposition de l'élection présidentielle du 27 décembre, entachée de graves irrégularités.

«Construisons un nouveau Kenya où la justice est notre bouclier (...) et où la paix, la justice et l'abondance existeront à travers notre pays», a ajouté M. Kibaki lors d'une allocution retransmise en direct par les télévisions kényanes depuis la présidence à Nairobi, en présence notamment de M. Odinga. Dans le cadre du gouvernement de coalition, Uhuru Kenyatta - fils du premier président du pays Jomo Kenyatta et représentant le camp présidentiel - et Musalia Musavadi, représentant le Mouvement démocratique orange (ODM) de M. Odinga, ont également été nommés vice-Premiers ministres. Le camp présidentiel et l'ODM se répartissent les porte-feuilles ministériels dans ce cabinet, conformément à un accord conclu le 28 février entre MM. Kibaki et Odinga, sous la médiation de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, pour mettre fin aux violences politico-ethniques. La contestation par l'opposition de la réélection de M. Kibaki a plongé le Kenya - pays jusque lors considéré comme un modèle de stabilité dans une région particulièrement troublée - dans une crise politique majeure, qui a fait 1.500 morts et plus de 300 000 déplacés, essentiellement dans les semaines qui ont suivi le scrutin. Depuis la signature de cet accord, les négociations entre les deux camps avaient été marquées par la méfiance et les accusations réciproques de vouloir saboter l'application du texte. L'accord avait certes été entériné à l'unanimité par le Parlement le 18 mars, mais les tractations sur la formation du gouvernement s'étaient ensuite enlisées. MM. Kibaki et Odinga avaient finalement affirmé le 3 avril être tombés d'accord sur la taille et la composition de ce gouvernement prévoyant la création d'un poste de Premier ministre destiné à M. Odinga. Mais deux jours plus tard, leurs deux camps avaient une nouvelle fois affiché leurs désaccords profonds sur l'attribution des postes clés du gouvernement, entraînant une suspension des discussions. Face à la perspective d'un nouveau blocage politique susceptible de provoquer d'autres violences, la communauté internationale avait multiplié ces derniers jours les pressions sur les dirigeants kényans pour qu'ils trouvent un terrain d'entente sur le partage des porte-feuilles ministériels. Les craintes de nouvelles violences avaient été ravivées par des manifestations fustigeant les retards dans l'annonce du cabinet. Ces manifestations ont éclaté en début de semaine à Nairobi dans le bidonville de Kibera, fief de M. Odinga où les affrontements politico-ethniques et la répression policière du début de l'année avaient été particulièrement meurtriers. En début de semaine, Washington, allié traditionnel du Kenya, avait réclamé la formation «sans plus de délai» d'un gouvernement de coalition. En l'absence d'un tel gouvernement, les Etats-Unis «établiront leur propre jugement sur les responsabilités ayant conduit à l'échec dans la mise en oeuvre de cet accord et agiront en conséquence», avait prévenu la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice.

IRAK

Bagdad renvoie des soldats et des policiers «réfractaires»

Le gouvernement irakien a mis à pied 1 300 soldats et policiers qui ont refusé de se battre lors des affrontements fin mars avec des miliciens chiites dans le sud de l'Irak, a annoncé hier un responsable gouvernemental.

«Les membres des forces de sécurité qui n'ont pas fait leur devoir à Bassorah et à Kout ont été renvoyés», a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur le général Abdel Karim Khalaf. «Ils étaient mobilisés pour une mission et ils n'ont pas rempli leur devoir. Il y a eu de nombreuses plaintes contre eux», a ajouté ce responsable.

Cette mesure intervient après les combats qui ont opposé du 25 au 30 mars les forces de sécurité irakiennes et des miliciens chiites dans la grande ville portuaire de Bassorah, à 550 km au sud de Bagdad. Les affrontements se sont étendus à d'autres villes du sud de l'Irak, ainsi qu'aux quartiers chiites de Bagdad, et ont fait au moins 700 morts. Le gouvernement a toujours assuré que cette opération visait des «criminels», qui terrorisaient la population. Mais la milice du chef radical Moqtada Sadr, farouchement anti-américain, a considéré qu'elle était visée et a pris les armes contre les forces gouvernementales. Selon des correspondants de presse, des unités de la police et de l'armée notamment dans la ville de Bassorah, avaient refusé de se battre. Les violences avaient baissé d'intensité après un appel de Moqtada Sadr à ses combattants de se retirer des rues. Le gouvernement s'était engagé à ne pas poursuivre des individus de façon arbitraire.

Toutefois, après un calme précaire d'une semaine, les combats ont repris le 6 avril à Sadr City, le bastion de l'armée du Mahdi, la milice de Moqtada Sadr, dans le nord-est de Bagdad.

Ils ont fait depuis quelque 90 morts, et le quartier est encore sous couvre-feu en partie.

ETATS-UNIS-IRAN

Gates : les risques de confrontation avec l'Iran sont «très faibles»

Les risques d'aboutir à une confrontation avec l'Iran sont «très faibles» malgré le rôle joué par la République islamique en Irak, a estimé le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, dans un entretien à la chaîne de télévision CBS diffusé hier.

«Les risques que la situation ne dégénère en une confrontation avec l'Iran sont très faibles», a-t-il déclaré. Il réagissait à des déclarations de l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, qui avait estimé que plus les Etats-Unis resteraient en Irak, plus le risque de se retrouver dans une confrontation directe avec l'Iran serait élevé. «Nous sommes préoccupés par leurs (les Iraniens) activités dans le Sud (de l'Irak), nous sommes préoccupés par le fait qu'ils envoient des armes et qu'ils continuent d'en envoyer en Irak. Mais je pense que le processus en cours va dans la bonne direction», a ajouté M. Gates. Le président américain George W. Bush avait estimé jeudi que l'Iran et Al-Qaïda constituaient «deux des plus grandes menaces pour l'Amérique au XXIe siècle», qui espéraient l'un et l'autre une défaite des Etats-Unis en Irak. M. Bush avait aussi mis en garde l'Iran qu'il n'hésiterait pas à recourir à la force si la République islamique visait les intérêts américains en Irak, ajoutant que Téhéran devait choisir entre deux voies : vivre en paix avec l'Irak ou continuer à armer et à financer les milices chiites dans ce pays. «Si l'Iran fait le mauvais choix, l'Amérique agira pour protéger ses intérêts, ses troupes et son partenaire irakien», avait dit M. Bush. Dans son interview à CBS, M. Gates a dit partager ce point de vue du président Bush tout en notant que la récente offensive à Bassorah contre les milices chiites avait changé la situation. «Je pense que l'offensive à Bassorah du Premier ministre Nouri al-Maliki est intéressante dans le sens qu'elle a révélé aux chiites, particulièrement dans le gouvernement irakien, l'ampleur de l'influence néfaste iranienne dans le sud (de l'Irak) et leurs intérêts économiques vitaux» dans cette région, a expliqué le secrétaire à la Défense. «Je pense de ce fait que les agissements de l'Iran ont été mis au jour d'une manière peut-être sans précédent pour certains dans le gouvernement irakien et franchement ceci est une évolution très positive», a dit M. Gates. Ses déclarations diffusées hier confirment celles faites par de hauts responsables de l'Administration Bush cités sous le couvert de l'anonymat dans un article publié samedi dans le *Washington Post*. Ces derniers affirment que cette nouvelle donne a entraîné une réévaluation de la politique américaine dans la région. Lors de sa récente visite à Washington, le général David Petraeus, commandant en chef des forces américaines en Irak, et l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Ryan Crocker, avaient à peine mentionné Al-Qaïda dans leurs nombreuses interventions, choisissant de pointer Téhéran du doigt. «La raison pour laquelle on n'entend plus parler d'Al-Qaïda en Irak, c'est parce que nos soldats ont très bien réussi leur mission» pour l'éliminer, a dit M. Gates à CBS. Avec «le repli et la désorganisation d'Al-Qaïda» en Irak, «nous voyons plus nettement d'autres obstacles qui ont émergé (...), les milices armées par l'Iran constituent désormais la menace principale contre l'ordre intérieur», disait un responsable américain cité dans l'article du *Post*.